

Compression des dépenses de l'État

qui vivent sur les réserves. Ils n'ont jamais été comptés dans les données sur le chômage.

Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que les habitants de la province de Québec aient dit qu'ils en avaient assez. Ils se sont sentis obligés de voter pour un parti dont le principal cheval de bataille est le séparatisme. Même s'ils ne partagent pas cet idéal, ils n'avaient pas d'autres choix pour le moment.

Aujourd'hui et en d'autres occasions, on a demandé au premier ministre et au ministre des Finances ce qu'ils avaient l'intention de faire. Ils ont répondu que le chômage n'était pas grave, que c'était un problème régional. Mais le fait est que toutes les régions connaissent le même problème. Ils disent qu'il est provisoire, qu'il faut d'abord s'inquiéter de l'inflation et, qu'ils sont en fait en train de gagner la lutte contre l'inflation. Le gouvernement et le ministre des Finances se trompent sur les deux tableaux. Si je prétends cela, le ministre me dira que je suis partial et guidé par mes opinions politiques. C'est pourquoi je vais faire consigner au compte rendu l'opinion de deux personnes bien connues dans notre pays. Elles occupent des postes d'autorité et il est absolument impensable de les qualifier de radicales, de gauchistes, de socialistes ou de tout autre épithète que le ministre des Finances emploie à l'heure actuelle.

Je voudrais d'abord citer l'ancien président du Conseil économique. Il a su bien mieux se caser, comme vice-président de l'International Nickel, que le président démissionnaire du Conseil économique qui siègera dans l'opposition à l'Assemblée nationale du Québec. Voici ce que disait Arthur Smith, à Winnipeg, il y a moins de dix jours. Je cite un extrait du *Globe and Mail*:

Il est fort probable que le Canada soit au seuil du pire marasme économique depuis les années 30, selon M. Arthur Smith de Toronto, vice-président de l'Inco Ltd., de Toronto, et ex-président du Conseil économique du Canada et du Conference Board in Canada.

La *Gazette* de Montréal du 10 novembre de 1976 rapportait les propos de M. Don McGillivray, chroniqueur économique de Southam Press, concernant les chiffres du chômage que je viens de donner. A propos du travail accompli par l'actuel ministre des Finances, il a déclaré ceci:

La politique économique de M. Macdonald, énoncée dans son exposé budgétaire il y a à peine cinq mois, est en lambeaux.

L'aggravation du chômage n'est pas l'unique bise aigre qui s'engouffre par les trous de son costume.

En mai, il prévoyait la création de 250,000 nouveaux emplois au Canada au cours de l'année. Il lui en manquera quelques-uns. Dans les dix premiers mois de l'année, 114,000 nouveaux emplois ont été créés.

● (2100)

C'est moins de la moitié du chiffre annoncé par le ministre dans son discours du budget il y a quelques mois. Il ajoute:

M. Macdonald comptait sur les investissements commerciaux pour soutenir l'«expansion» l'année prochaine. Mais selon la dernière étude des investissements menée par le ministère de l'Industrie et du Commerce, on hésite à investir et la raison la plus fréquemment citée est l'insuffisance de la demande du marché.

L'article poursuit:

Le ministre a rejeté les allégations... voulant que le programme anti-inflation contribue à ralentir la croissance du produit national brut même si l'étude des investissements vient de démontrer que 13 p. 100 des compagnies ont réduit leurs investissements à cause du programme.

Mais quant à savoir si le programme anti-inflation a réduit l'inflation au Canada, M. Macdonald et les autres membres du gouvernement accordent beaucoup de mérites au programme même si l'on a enregistré le même ralentissement des prix aux États-Unis et ailleurs.

[M. Orlikow.]

M. McGillivray conclue son article ainsi:

Si M. Macdonald maintient que nous devons nous préoccuper avant tout du niveau de l'inflation au Canada c'est peut-être simplement pour donner le change. Il songe peut-être, en fait, à modifier sa politique pour sortir l'économie de l'impasse, mais il n'a pas encore eu le temps d'en mettre au point tous les détails et n'est pas encore prêt à l'annoncer.

Espérons qu'il en est ainsi. Généralement les gouvernements canadiens attendent tellement longtemps pour s'assurer que la tendance est vraiment à l'inflation ou à la récession qu'il devient impossible de renverser cette tendance.

Et c'est précisément où nous en sommes à l'heure actuelle. Plus tard, je dirai ce que l'on peut faire et ce qu'il faut faire à notre avis dans le domaine de la création d'emplois. Mais maintenant j'aimerais aborder un autre aspect de la question. Pourquoi les Canadiens, y compris les Québécois, sont-ils si mécontents du gouvernement fédéral ou provincial?

Depuis 25 ans, on nous a présenté toute une série de programmes de distribution du revenu, assurance-maladie, assurance-hospitalisation, allocations familiales et ainsi de suite. On pourrait se lancer dans une longue énumération de programmes qui ont été inaugurés au Canada, la plupart par des gouvernements libéraux car ils ont presque toujours été au pouvoir depuis 30 ou 40 ans. Mais si l'on examine les études menées par Statistique Canada à l'égard du revenu, on constate un fait très troublant, du moins à mon avis. Le voici: Depuis 25 ans, il n'y a eu aucune amélioration importante pour ce qui est de la répartition du revenu. On peut même dire que la répartition du revenu entre les divers groupes de revenus est encore moins équitable qu'avant.

En 1951, le revenu du cinquième de la population situé au bas de l'échelle, le pourcentage du produit national brut qui revenait aux 20 p. 100 des citoyens au bas de l'échelle des revenus, n'était que de 4.4 p. 100. En 1974, la dernière année pour laquelle nous avons des chiffres, malgré tous nos efforts, même si la plupart des Canadiens croient que nous avons amélioré la part des 20 p. 100 au bas de l'échelle des revenus, ces derniers ont obtenu non pas 4.4 p. 100 comme en 1951, mais seulement 4 p. 100.

Et la tranche supérieure? En 1951, les 20 p. 100 de la population qui représentent la tranche supérieure de revenus recevaient 42.8 p. 100 du produit national brut. En 1974, 23 ans plus tard, malgré tous les programmes de répartition du revenu, malgré tous les programmes de santé et d'assistance sociale, malgré les modifications apportées aux échelles de pensions de la vieillesse, le Régime de pensions du Canada et tout le reste, les 20 p. 100 de Canadiens les mieux rémunérés accaparent toujours plus de 42 p. 100 du produit national brut. Je ne veux pas dire que ceux de la tranche inférieure, soit les 20 p. 100 qui touchent les plus bas revenus, vivent plus pauvrement aujourd'hui en termes absolus, qu'il y a 25 ans. Ce que les chiffres nous révèlent, c'est que nous n'avons pas réalisé une répartition plus équitable des biens et des services que nous produisons en si grande abondance.

Cela n'a rien de surprenant, je suppose, si l'on pense aux conclusions d'un rapport publié ce mois-ci, rapport préparé pour le Conseil national du bien-être social, organisme financé par le gouvernement fédéral et dont les membres regroupent 21 organisations représentant des travailleurs sociaux et des assistés sociaux de tout le Canada. Cette étude est intitulée «le régime caché d'assistance sociale» Que dit-elle? Selon cette étude, le régime fiscal actuel permet au gouvernement fédéral de transférer des milliards de dollars par le biais de déductions et d'exemptions fiscales injustes. Toujours selon le rapport, 17